

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
CCAP**

**relatif aux**

**TRAVAUX TOUS CORPS D'ETAT (HORS ELCTRICITE ET PLOMBERIE  
CVC) POUR LA RÉNOVATION, L'AMÉLIORATION ET L'ENTRETIEN DES  
BÂTIMENTS DU PARC NATIONAL DE PORT-CROS**

**Accord-cadre n° 26 004 PC**

1	Caractéristiques générales de l'accord-cadre .....	4
1.1	Objet du marché .....	4
1.2	forme de l'accord-cadre et références aux articles du Code de la commande publique.....	4
1.3	Pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents .....	4
1.3.1	Pièces particulières de l'accord-cadre .....	4
1.3.2	Pièces particulières des marchés subséquents.....	4
1.4	Durée de l'accord-cadre.....	4
1.5	Service utilisateur.....	5
1.6	Modalités d'exécution des bons de commandes.....	5
1.7	Modalités d'exécution des marchés subséquents .....	5
	Restrictions au principe d'exclusivité .....	5
2.	Prestations de l'accord-cadre.....	6
2.1	Définition et contenu des prestations .....	6
2.2	Confidentialité.....	6
2.3	Exécution des travaux .....	6
2.3.1	Lieux d'exécution .....	6
2.3.2	Modalités d'exécution .....	6
2.3.3	Plan d'hygiène et de sécurité .....	6
2.3.4	Personnel intervenant pour le compte du titulaire, accès au chantier .....	7
2.3.5	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	7
2.4	Délai d'exécution.....	7
2.6	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	7
2.6.1	Achèvement des travaux .....	7
2.6.2	Garanties .....	8
2.7	Sous-traitance.....	8
3	Aspect financier.....	8
3.1	Prix .....	8
3.1.1	Forme des prix .....	8
3.1.2	Contenu des prix .....	8
3.1.3	Variation des prix .....	8
3.1.4	Taxe sur la valeur ajoutée.....	9
3.2	Modalités financières .....	9
3.2.1	Modalités de règlement.....	9
	Paiements .....	9
3.2.2	Avance .....	10
3.2.3	Cession – nantissement .....	10
3.2.4	Retenues de garanties.....	10
3.3	Pénalités .....	10

4 Assurance, différends et litiges .....	11
4.1 Assurance .....	11
4.2 Litiges.....	11
4.3 Résiliation du marché.....	11
5 Gestion des attestations légales HIVEO .....	11
5 Dérogations .....	12

## **1 Caractéristiques générales de l'accord-cadre**

### **1.1 Objet du marché**

Le présent accord-cadre a pour objet l'exécution de travaux tous corps d'état, hors électricité et plomberie/CVC, pour la rénovation, l'amélioration et l'entretien des bâtiments du Parc national de Port-Cros.

### **1.2 forme de l'accord-cadre et références aux articles du Code de la commande publique**

Le présent accord-cadre est passé en procédure adaptée, en vertu de l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant application du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire (R.2162-9), à bons de commande (articles R.2162-13 et 14) et à marchés subséquents (articles R.2162-7 à 12).

Le montant maximal sur la durée maximale du marché s'élève à 1 200 000 euros HT.

### **1.3 Pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents**

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont des pièces particulières et des pièces générales.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent document, sont réputées connues de l'entreprise.

#### **1.3.1 Pièces particulières de l'accord-cadre**

- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre, et son annexe financière le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de travaux approuvé par arrêté du 31 mars 2021 (JO du 1er avril 2021).
- Le mémoire technique du titulaire

#### **1.3.2 Pièces particulières des marchés subséquents**

- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes éventuelles

### **1.4 Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu à sa date de notification.

Sa durée est d'un an à compter à compter de la date de notification.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite au plus 3 fois pour la même durée, l'accord-cadre ne pouvant excéder une durée totale maximale de 4 ans.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, celle-ci fait l'objet d'une décision expresse du PNPC notifiée au titulaire de l'accord-cadre avant la date anniversaire de la notification.

## **1.5 Service utilisateur**

Le service utilisateur de l'accord-cadre est le service Territoires Durables.

## **1.6 Modalités d'exécution des bons de commandes**

L'accord-cadre comporte une partie à bons de commande passés sur la base du bordereau des prix unitaires.

Les prix unitaires sont des prix tout compris (fourniture et main-d'œuvre : dépose et évacuation des anciens matériaux, fourniture et pose des nouveaux) ; par conséquent, les taux horaires de main d'œuvre demandés dans le BPU sont destinés à vérifier la cohérence des prix proposés dans les marchés subséquents et non à être appliqués en sus des travaux commandés.

Ils sont émis par le PNPC au fur et à mesure des besoins pendant la durée de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être adressés par courriel et jusqu'au dernier jour de validité du marché, avec accusé de réception du titulaire par le même moyen.

Le bon de commande précise la référence de l'accord-cadre, le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande, la désignation des travaux demandés, la date et le lieu d'exécution souhaités.

Observation sur les bons de commande :

Si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande, qui lui est notifié, appelle des observations de sa part, il doit en faire part au PNPC, dans un délai de deux (2) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

## **1.7 Modalités d'exécution des marchés subséquents**

L'accord-cadre s'exécute en partie par des marchés subséquents lorsque des besoins non identifiés dans le bordereau des prix unitaires apparaissent.

Les marchés subséquents sont composés d'un acte d'engagement qui précise la nature des travaux à réaliser, le lieu et le délai d'exécution.

Une opération de travaux qui pourrait regrouper plusieurs lignes du BPU peut faire l'objet d'un marché subséquent. Le montant forfaitaire de cette opération peut alors être inférieur à la somme des prix unitaires (économie d'échelle).

Pour les travaux non prévus au BPU, une décomposition du prix du marché subséquent peut être demandée au titulaire. Son offre de prix est contrôlée afin d'en apprécier la cohérence avec les prix pratiqués dans le cadre du BPU (notamment déplacements, unités d'œuvre et taux de main d'œuvre).

Sauf disposition contraire portée dans l'acte d'engagement du marché subséquent, la durée de validité des offres pour les marchés subséquents est fixée à 30 jours.

### **Restrictions au principe d'exclusivité**

En l'absence de réponse dans le délai maximal fixé pour le marché subséquent, le PNPC est délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficie le titulaire de l'accord cadre.

Dans le cadre des marchés subséquents, au moment de la consultation, s'il paraît impossible pour le titulaire de respecter la date d'exécution maximale exigée, il est tenu d'en avertir le PNPC en déclinant l'invitation à soumissionner.

Dans les cas sus cités, en absence d'offre, le PNPC peut alors de plein droit s'adresser à une autre entreprise pour faire exécuter les travaux.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage en outre à proposer, lors de la conclusion des marchés subséquents, au moins des prix correspondants aux tarifs en vigueur dans la profession. Ainsi, s'il apparaît que l'offre présentée par le titulaire de l'accord cadre est manifestement surévaluée sans justifications spécifiques, le PNPC se réserve le droit de faire appel à une autre société pour

l'exécution des prestations concernées. Le titulaire de l'accord-cadre est alors dessaisi de son droit exclusivité sur ces prestations.

Le titulaire de l'accord cadre est également dessaisi de son droit d'exclusivité si le délai d'exécution proposé pour un marché subséquent est manifestement exagéré au regard du type de travaux à réaliser et aux délais habituels figurant dans l'accord cadre à bons de commande ou s'il s'avère dans l'incapacité technique de répondre à la demande du PNPC.

L'absence d'offres ou des offres surévaluées ou des délais d'exécution abusifs répétés pourront entraîner la résiliation de l'accord cadre auprès du titulaire défaillant dans les conditions prévues à l'article 4.3 du présent CCAP.

## **2. Prestations de l'accord-cadre**

### **2.1 Définition et contenu des prestations**

Le périmètre des travaux et ses modalités techniques d'exécution figurent au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les travaux récurrents sont précisés dans le bordereau des prix unitaires.

Les spécifications techniques des travaux particuliers ponctuels sont précisées dans les marchés subséquents.

### **2.2 Confidentialité**

Le personnel intervenant pour le compte du titulaire de l'accord cadre est placé sous sa responsabilité et astreint au secret professionnel.

### **2.3 Exécution des travaux**

#### **2.3.1 Lieux d'exécution**

Les lieux d'exécution des travaux sont listés à l'article 1.2 du CCTP, ils sont ensuite précisés sur les bons de commande et les marchés subséquent en fonction du besoin.

#### **2.3.2 Modalités d'exécution**

Le titulaire s'engage à exécuter des travaux rigoureusement conformes aux spécifications du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des charges techniques particulières de l'accord-cadre, et de ses marchés subséquents.

Il s'engage à assurer la qualité et le suivi des travaux pendant toute la durée de l'accord cadre et garantit un suivi particulier du client.

#### **2.3.3 Plan d'hygiène et de sécurité**

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, ainsi que son décret d'application du 26 décembre 1994.

### **2.3.4 Personnel intervenant pour le compte du titulaire, accès au chantier**

L'entreprise doit remettre au représentant du maître d'ouvrage la liste des personnels qui interviennent sur le chantier et s'engage à assurer la qualité et le suivi des travaux pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

### **2.3.5 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrages prévus au CCTP sont assurés à l'issue des travaux par l'entreprise en la présence du représentant du maître d'ouvrage et du contrôleur technique s'il y a lieu.

Les essais et contrôles sont soumis aux dispositions des articles 24 et 38 du CCAG/Travaux. Ces essais sont compris dans le délai d'exécution des travaux.

### **2.4 Délai d'exécution**

Les travaux doivent être exécutés au plus tard dans les délais maximaux fixés dans les actes d'engagement des marchés subséquents et lors de la passation des bons de commande.

Ces délais sont comptés en jours ouvrés du lundi au vendredi et courent à compter de 0 heure le lendemain de la réception de la demande.

A titre exceptionnel, une prolongation de délai peut toutefois être accordée par décision expresse du PNPC.

Le dépassement à plusieurs reprises de ce délai entraîne la résiliation de l'accord cadre auprès du titulaire défaillant dans les conditions fixées au paragraphe 4.3 du présent CCAP.

### **2.6 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les travaux doivent être conformes aux descriptions faites au cahier des clauses administratives particulières et répondre aux spécifications techniques indiquées au cahier des clauses techniques particulières.

Les essais et contrôles d'ouvrages sont assurés à l'issue des travaux par les entreprises en la présence du maître d'œuvre et du contrôleur technique, s'il y a lieu.

Les essais et contrôles sont soumis aux dispositions des articles 24 et 38 du C.C.A.G/travaux.

Ces essais sont compris dans le délai d'exécution des travaux.

#### **2.6.1 Achèvement des travaux**

##### **Réception des ouvrages**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entreprise procède au dégagement, nettoyage des locaux, remise en état des emplacements, après son intervention.

L'entreprise doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est de sa responsabilité de fournir au maître d'ouvrage les éléments de leur traçabilité.

L'entreprise doit les reprises et les remises en état nécessaires à la complète finition de son ouvrage. Le contrôle de cette bonne finition est dû avant la réception des travaux.

##### **Documents fournis à la fin des travaux**

L'entreprise titulaire remet au maître d'œuvre, au plus tard au jour de la réception, les DOE contenant

les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance, les conditions de garantie et les constats d'évacuation des déchets, leur traçabilité attestant du respect du tri sélectif et de la valorisation des matériaux.

L'entreprise fournit, dans le délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception, les autres éléments du DOE ainsi que les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO.

Ces documents sont fournis en 1 exemplaire par voie dématérialisée.

### **2.6.2 Garanties**

Le délai de garantie des ouvrages court à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

La garantie de parfait achèvement engage le titulaire, pendant un an, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par les DTU et les articles du CCTP.

### **2.7 Sous-traitance**

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

## **3 Aspect financier**

### **3.1 Prix**

#### **3.1.1 Forme des prix**

Les prix sont unitaires pour tous les travaux listés dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Ils sont forfaitaires pour les travaux spécifiques demandés au titre des marchés subséquents.

Les prix unitaires sont révisibles conformément aux modalités énoncées à l'article 3.1.3 du présent CCAP. Ils sont établis en euros hors taxe aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

Les prix forfaitaires des marchés subséquents sont fermes.

#### **3.1.2 Contenu des prix**

Les prix des prestations sont des prix « tout compris » qui englobent notamment la fourniture des matériaux, la pose, la dépose et le raccordement, les déplacements et les contraintes temporelles d'accès aux îles notamment, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, le suivi, etc.

#### **3.1.3 Variation des prix**

Les prix figurant au BPU sont révisés annuellement au 1<sup>er</sup> jour du mois de notification du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o * (I/I_o)$$

Dans laquelle :



P = Prix révisé

Po = prix initial

I = dernier index mensuel du BT01 (tous corps d'état) définitif connu au mois précédant celui de la révision

Io = valeur de l'index BT01 du mois de fixation du prix dans l'offre

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision est calculée avec les valeurs définitives des indices.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la révision des prix est celle proposée par la Fédération française du bâtiment.

L'application de la révision des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation.

### 3.1.4 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu lors de l'exécution des prestations. Dans le cas de variation de la taxe sur la valeur ajoutée, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

Le taux de TVA indiqué dans le BPU peut être modifié dans le bon de commande notamment lorsque les travaux sont effectués dans des logements, ou que les matériaux utilisés bénéficient d'un taux de TVA réduit.

## 3.2 Modalités financières

### 3.2.1 Modalités de règlement

#### Facturation

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture, laquelle n'est pas réclamée au titulaire. La facture est émise après service fait.

Le montant facturé est celui établi à la date de la commande.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes : dates, références (numéro et désignation de l'accord-cadre, numéro du bon de commande ou du marché subséquent), numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande ou du marché subséquent, et la désignation des prestations exécutées ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

Elle est libellée à l'adresse suivante :

Office français de la Biodiversité - Pôle de Montpellier – Parc national de Port-Cros  
Immeuble Le Tabella  
125, Impasse Adam Smith  
34470 PEROLS

Les **factures** sont transmises uniquement par **voie dématérialisée** via le portail **Chorus Pro** en indiquant le n° de **SIRET 18830005700109** et le service : **MARCHES**, ainsi que le n° de l'accord-cadre et le numéro d'engagement juridique.

#### Paielements

**Le paiement intervient après service fait sur présentation de la facture établie par le titulaire. Le service fait est subordonné à la remise effective des documents imprimés à l'adresse mentionnée au marché subséquent ou au bon de commande.**

La monnaie de l'accord cadre et des marchés subséquents est l'euro.

Le PNPC procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3.2.2 Avance**

Lorsque les conditions énoncées à l'article R.2191-3 du Code de la Commande publique sont réunies (montant initial du bon de commande ou du marché subséquent supérieur à 50 000 euros HT et délai d'exécution supérieur à deux mois), le titulaire bénéficie d'une avance dont il peut cependant refuser le versement : le renoncement ou non au bénéfice de l'avance est précisé par le titulaire à l'article D2 de l'acte d'engagement (AE).

L'option A du CCAG de référence s'applique. L'avance est fixée à 30 %.

Dans le cas où le titulaire a perçu une avance, le remboursement de cette dernière s'effectue, dans la mesure du possible, par précompte unique sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par lui atteint ou dépasse 70% du montant total du marché, toutes taxes comprises. Dans l'éventualité où la somme précomptée ne permet pas de récupérer le montant total de l'avance, le montant restant dû est prélevé sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

### **3.2.3 Cession – nantissement**

L'exemplaire unique nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique selon les conditions définies aux articles R 2191 - 45 à 47 du décret 2018-1075 du 03/12/2018 pris en application de l'ordonnance 2018-1074 du 26/11/2018.

Les certificats de cessibilité sont adressés au comptable assignataire des paiements :

Agent comptable  
Office français de la Biodiversité - Pôle de Montpellier  
Immeuble Le Tabella  
125, Impasse Adam Smith  
34470 PEROLS

### **3.2.4 Retenues de garanties**

Sans objet.

## **3.3 Pénalités**

En dérogation à l'article 19.2 du CCAG/Travaux, le non-respect des délais d'exécution indiqués dans le bon de commande ou le marché subséquent, il est fait application de pénalités d'un montant de 100 € HT par jour de retard les quinze premiers jours calendaires de retard, 200 € HT pour les quinze jours calendaires suivants, et 500 € HT pour les jours calendaires suivants. Ces pénalités (montant non soumis à la TVA) viennent en déduction des sommes dues au titulaire.

Les pénalités sont plafonnées à 10 % conformément au CCAG/Travaux.

Dans le cas où le chantier n'est pas rendu dans l'état de propreté initial des locaux, le montant des pénalités appliquées est fixé à :

- 50 euros par heure de nettoyage nécessaire à la remise en état des locaux après le chantier.

En dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, les pénalités sont appliquées quel que soit leur montant.

## **4 Assurance, différends et litiges**

### **4.1 Assurance**

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable du fait de son activité et justifier d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'ouvrage.

### **4.2 Litiges**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Toulon selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **4.3 Résiliation du marché**

Le PNPC se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, le titulaire du marché, en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues ou de non-respect des plannings. L'éviction du titulaire peut intervenir après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

## **5 Gestion des attestations légales HIVEO**

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – [www.hiveo.fr](http://www.hiveo.fr)), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au Donneur d'ordre (l'acheteur). Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

En cas d'abonnement à la plateforme Attestation Légale, le dossier du titulaire est automatiquement synchronisé sur la solution HIVEO. Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif pendant toute la durée du présent marché. Il s'engage en outre à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs pendant toute la durée du marché.

Dans les 7 jours qui suivent la notification du marché, il doit créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'acheteur sur simple demande. Le compte doit être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents

administratifs par HIVEO pendant toute la durée du marché. Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le donneur d'ordre se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au marché en matière de résiliation.

Le fournisseur s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

## 5 Dérogations

Articles du CCAP	Articles du CCAG	Points dérogés
3.3	19.2 et 19.2.1	Montant et application des pénalités